



PREFET DE L'AUBE

LE PREFET

Troyes, le 9.10.13

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'article L.514-5 du code de l'environnement qui autorise l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement à visiter les installations soumises à sa surveillance, une inspection a été diligentée le 27 mars 2013 sur le site que vous exploitez à Dienville.

L'inspection des installations classées vous a d'ores et déjà laissé le jour de la visite, un compte-rendu listant les constats réalisés et les actions à mener. Vous avez apporté des compléments de réponse le 17 avril 2013 suite au compte-rendu de cette visite d'inspection.

De très nombreux points restent en suspens suite à vos éléments de réponse malgré des échéances de réalisations révolues depuis plusieurs années. Compte-tenu du fait que certains de ces points vous ont déjà été rappelés en septembre 2011 et qu'ils relèvent de la sécurité publique, je me vois contraint de vous mettre en demeure de respecter les articles 10.1.7 et 10.2.1 de votre arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 juillet 2010.

En effet, en ce qui concerne l'article 10.1.7, je vous rappelle que dans le dossier de régularisation administrative instruit en 2010, les flux thermiques en cas d'incendie du bâtiment 23 jouxtent largement la voie ferrée et les champs. Les flux sont par ailleurs sous évalués (hypothèse d'une paroi thermique de 2 mètres de hauteur non valable au niveau de ce bâtiment). Par conséquent, l'inspection des installations classées a prescrit dans cet article un calcul des flux thermiques sans tenir compte de cette hypothèse afin de pouvoir réaliser le porter à connaissance dans le cadre de la maîtrise de l'urbanisation. Ce porter à connaissance est une obligation réglementaire, conformément à la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter à la connaissance "risques technologiques" et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées, qui permet à la puissance publique de gérer les risques induits par l'activité de l'exploitant à l'extérieur de son site.

Monsieur le Directeur
Société SCIAE
44, rue Paul GIRARD
10500 DIENVILLE

Je vous mets donc en demeure de fournir une nouvelle étude des flux thermiques en cas d'incendie des bâtiments 23 et 31 dans un délai de 3 mois et de la transmettre sans délai au service de l'inspection.

L'article 10.2.1 prévoyait la mise en place d'une protection incendie de la plate-forme de pompage des eaux devant être utilisées dans la lutte contre un incendie sous 4 mois, soit le 7 novembre 2010, et ce, afin que les services d'incendie et de secours puissent intervenir en toute sécurité en cas d'incendie au niveau de l'entrepôt de stockage. Vous deviez transmettre sous 2 mois la solution retenue concernant cette protection.

Considérant que cet aménagement de sécurité est indispensable, je vous mets en demeure de transmettre dans un délai de 2 mois la solution de protection retenue et dans un délai de 4 mois, de mettre en place la protection de la plate-forme de pompage des eaux.

De plus, de nombreux autres constats concernant les échéances de votre arrêté préfectoral 10-2120 du 7 juillet 2010, réalisés lors de la visite d'inspection, sont insatisfaisants. C'est pourquoi je vous demande de respecter les points suivants :

Fiche de constat n° 1 : Article 10.1.1 de l'AP 10-2120 - Mise en place d'une paroi coupe feu bâtiment 29 bis

Lors de la visite, l'inspection vous a indiqué que l'arrêté préfectoral prévoyait une séparation physique extérieure à l'aide d'un écran thermique entre les bâtiments 29 bis et 20 afin d'éviter un effet domino en cas d'incendie d'un bâtiment vers l'autre.

L'inspection a constaté que vous n'aviez pas tout à fait respecté ce qui était prescrit et que vous aviez privilégié la protection du show-room en cas d'incendie. Ces aménagements réalisés n'ont pas été modélisés dans l'étude des dangers.

Je vous demande donc de compléter votre étude des dangers en étudiant l'effet domino potentiel d'un incendie de chaque bâtiment sur l'autre (bâtiment n° 20 sur show-room et show-room sur bâtiment n° 20) dans un délai de 6 mois. Si des effets dominos sont mis en évidence, vous devrez procéder sous 1 an à la mise en place d'un écran thermique extérieur de protection 2 heures tel que prescrit dans votre arrêté préfectoral. Dans le cas contraire, il pourra être considéré que la paroi coupe feu mise en place est suffisante à la condition de remplacer les portes installées dans le mur par des portes coupe feu de degré 2 heures. Vous transmettez cette étude des effets dominos à l'inspection des installations classées dès réception.

Fiche de constat n° 2 : Article 10.1.2 et 10.1.4 de l'AP n° 10-2120 du 7 juillet 2010

L'arrêté préfectoral n°10-2120 du 07/07/2010 prescrivait :

- 1) Séparation coupe-feu 2 h de 2 lots de bâtiments : 24 + 26 + 32 // 27 + 29 +30
- 2) Mur coupe-feu extérieur 2h pour protéger les habitations,
- 3) Recoupement du bâtiment 29 bis.

Vous avez transmis des attestations concernant des murs et des portes afin de justifier que les travaux que vous avez menés sont conformes aux prescriptions. Toutefois, ces attestations ne mentionnent pas les murs et portes auxquels elles se réfèrent.

Je vous demande de transmettre les justificatifs de conformité du degré coupe-feu des parois (mur+ porte) mises en place conformément aux articles 10.1.2 et 10.1.4, y compris le mur isolant le show-room du bâtiment 29bis, dans un délai d'un mois.

Fiche de constat n° 4 - Article 10.1.4 de l'AP n° 10-2120 du 7 juillet 2010 et Fiche de constat n° 5 - Article 10.1.5 de l'AP n° 10-2120 du 7 juillet 2010

Concernant la fiche de constat n° 4 :

Les dispositions constructives suivantes du bâtiment 29 bis doivent être mises en place au plus tard le 31 août 2011, conformément à l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2010 :

- ajout de désenfumage,
- mise en place de cantons de désenfumage.

Vous avez indiqué lors de la visite d'inspection que les cantons de désenfumage ont été mis en place et que le désenfumage a été modifié pour le bâtiment 23 uniquement.

L'inspection vous a rappelé à ce titre que la réglementation « entrepôt de stockage » impose une surface utile des exutoires de 2 %. Cette prescription a été reprise dans l'arrêté préfectoral n° 10-2120.

Concernant la fiche de constat n° 5 :

L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2010 prescrit la mise en place des exutoires pour les bâtiments 24, 25 et 27 pour le 31 décembre 2013.

Vous avez indiqué lors de la visite d'inspection les éléments suivants :

- bâtiment 25 : usinage de produits massifs – plus de production et à ce jour pas d'exutoires,
- bâtiment 24 : plus de cabine de peinture (1 cabine de temps en temps) et à ce jour pas d'exutoires,
- bâtiment 27 : montage / emballage, beaucoup de personnel. Le bâtiment 23 identifié comme prioritaire par vous même a été ciblé pour la mise en place des exutoires en août 2012. Vous êtes en attente de devis pour la mise en place des exutoires au sein du bâtiment 27.

Dans votre courrier de réponse, vous avez indiqué qu'au niveau du désenfumage, vous êtes engagé dans une mise en conformité progressive des bâtiments en priorisant les ateliers en fonction du nombre de personnel et des types d'activité.

Vous avez exprimé le souhait, compte-tenu de la conjoncture économique, d'établir un programme cohérent de mise en conformité du désenfumage qui tiendra compte des priorités.

Le service de l'inspection indique que dans le cadre de la rédaction de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, cette mise en conformité a fait l'objet d'une procédure contradictoire avec vous-même et que l'échéancier issu de cette procédure a été repris dans l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2010.

L'inspection a noté votre engagement dans une mise en conformité progressive des bâtiments de travail du bois tout en priorisant les ateliers en fonction des types d'activités exercées.

Lors de la visite, l'inspection vous avait demandé de détailler avec précision les éléments qui seront mis en place, accompagnés des justifications associées. Vous n'avez pas fourni ces éléments. Afin de tenir compte du contexte économique, je vous demande, dans un délai de rigueur de 2 mois, de soumettre à l'inspection des installations classées un échéancier de mise en conformité concernant les bâtiments 29bis, 24, 25 et 27 qui, par bâtiment, mettra en regard :

- les coûts de mise en conformité,
- les enjeux en terme de production industrielle,
- le nombre de personnes présentes en permanence ou non,
- les mesures compensatoires mises en place afin de limiter le risque de survenue d'un incendie et ses conséquences,
- les délais de mise en conformité.

Fiche de constat n° 8 - Article 10.1.8 de l'AP n° 10-2120 du 7 juillet 2010

Les travaux relatifs à la protection du risque foudre devaient être réalisés pour le 1^{er} janvier 2012.

L'inspection a constaté que l'analyse du risque foudre a été réalisée en février 2012. L'étude technique a été faite en mai 2012 (il est à noter que le silo à copeaux est à protéger).

Les protections contre la foudre sont des éléments de sécurité importants. Je vous demande par conséquent de réaliser les travaux nécessaires dans un délai de 6 mois et d'adresser les éléments justificatifs à l'inspection.

Fiche de constat n° 10 - Article 10.2.2 de l'AP n° 10-2120 du 7 juillet 2010 modifié par l'APC n° 11-3328 du 22 novembre 2011

Les barrières amovibles de mise en rétention des eaux en cas d'incendie devaient être mises en place pour le 31 décembre 2013 (y compris les bâtiments 29 et 29 bis), et vous deviez transmettre à ce titre pour le 31 mars 2013 les études nécessaires à la mise en place de ces éléments, et pour le 30 septembre 2013 un bon de commande relatif à ces travaux.

Lors de la visite d'inspection, vous avez indiqué que l'opération est techniquement compliquée.

L'inspection des installations classées, consciente de la difficulté de la mise en place d'un système de rétention opérationnel, vous a rappelé les solutions possibles :

- mise en charge des quais (avec obturation des regards d'eau pluviale si besoin),
- mise en place de protections physiques au niveau des bâtiments, mise en place d'un bassin de rétention (techniquement délicat néanmoins sur les sites existants et qui peut être couplée à la gestion des eaux pluviales).

Je vous demande de réaliser l'étude technique et économique prescrite et de transmettre les éléments et conclusions de cette étude dans un délai de 6 mois à l'inspection des installations classées.

Fiche de constat n° 11 - Article 10.3.1 de l'AP n° 10-2120 du 7 juillet 2010

La gestion des eaux pluviales de voirie et notamment la mise en place des séparateurs à hydrocarbures, devaient être réalisées selon le calendrier suivant :

- 31/10/2010 : secteurs 1 et 2
- 31/12/2011 : secteurs 4 et 5
- 31/12/2012 : secteurs 6 et 3
- 31/12/2013 : secteurs 7 et 8

Vous avez indiqué qu'à ce jour le plus gros secteur a été mis en conformité (entrée de l'usine) avec mise en place d'un séparateur (secteurs 4 et 5), et précisé qu'aucune échéance n'a été prévue pour la gestion des eaux pluviales de voirie des autres secteurs.

Dans votre courrier de réponse, vous n'avez pas apporté d'élément complémentaire et pas pris d'engagement pour la mise en conformité de votre établissement.

L'inspection indique que cet aspect ne constitue pas à ce jour la priorité en terme de mise en conformité, celles concernant la sécurité demeurant prioritaires.

Je vous demande de soumettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois, un échéancier de réalisation des travaux nécessaires pour les secteurs 1, 2, 6, 3, 7 et 8.

Fiche de constat n° 12 - Article 10.4 de l'AP n° 10-2120 du 7 juillet 2010

Une mesure de la situation acoustique de l'établissement devait être réalisée sous 1 mois. Le courrier faisant suite à la visite d'inspection du 26 septembre 2011 demandait la réalisation de l'étude acoustique pour le 31 décembre 2011.

Dans votre courrier de réponse, vous avez mentionné qu'étant donné que le silo a été changé courant 2012, l'étude acoustique pourra désormais être réalisée, et que vous souhaitez privilégier une période de fonctionnement représentative.

Je vous demande de transmettre les résultats de la mesure de la situation acoustique au plus tôt et au maximum sous un délai de 3 mois.

Fiche de constat n° 13 - Article 9.2.1.2 de l'AP n° 10-2120 du 7 juillet 2010

L'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit la réalisation d'une analyse annuelle des rejets atmosphériques de la chaudière, la première dans les 6 mois à compter de la signature de l'arrêté.

Vous avez déclaré lors de la visite que, suite à l'installation du nouveau silo, ces mesures seront réalisées courant 2013, et précisez dans votre courrier de réponse, que ces mesures seraient réalisées en septembre 2013.

Je vous demande de transmettre les résultats de ces analyses à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois.

Je vous informe que j'ai tenu compte des enjeux majeurs de votre site, notamment en terme de sécurité en cas d'incendie afin de fixer ces nouveaux délais de réalisation. Je vous demande donc expressément de tenir vos engagements pris en 2010 notamment en ce qui concerne les échéances de votre arrêté préfectoral, faute de quoi je me verrai dans l'obligation de faire application des sanctions prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Les services de l'inspection des installations classées (Mme Marie-Laure BIGNET, 03.25.82.66.25., marie-laure.bignet@developpement-durable.gouv.fr) se tiennent à votre disposition pour toutes précisions utiles.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Préfet

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. Bay', with a stylized horizontal stroke at the bottom.

Christophe BAY



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AUBE

Arrêté n° 2013282-0002

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société SCIAE

Commune de DIENVILLE

Arrêté Préfectoral de Mise en demeure

Le Préfet de l'Aube,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législatives et réglementaires et en particulier l'article L. 171-8-1 ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2010 relatif aux activités de la société SCIAE à DIENVILLE dont certaines prescriptions ne sont pas respectées en particulier les articles 10.1.7 et 10.2.1 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 30 septembre 2013 établis à l'issue de la visite d'inspection du 27 mars 2013 ;

CONSIDERANT que la société SCIAE est autorisée, par l'arrêté préfectoral n° 10-2010 du 7 juillet 2010, à exploiter sur le territoire de la commune de DIENVILLE, des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation en particulier les rubriques n° 2410 et 2940 relatives au travail du bois et à l'application de vernis et peinture ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection du 27 mars 2013, l'inspection des installations classées a constaté le non-respect des prescriptions de l'article 10.1.7 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2010 susvisé prévoyant la réalisation d'une nouvelle étude des flux thermiques pour les bâtiments 23 et 31 avant le 8 août 2010 ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection du 27 mars 2013, l'inspection des installations classées a constaté le non-respect des prescriptions de l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2010 susvisé prévoyant :

- la transmission de la solution retenue concernant la protection incendie de la plate-forme de stockage avant le 8 septembre 2010 ;
- la réalisation des travaux concernant la protection incendie de la plate-forme de stockage avant le 8 novembre 2010 ;

CONSIDERANT que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier la sécurité et la santé publique ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de contraindre la société SCIAE à satisfaire aux exigences des dispositions réglementaires précitées ;

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence de faire application des mesures prévues à l'article L.171-8-1 du code de l'environnement en mettant la société SCIAE en demeure de satisfaire à ces prescriptions ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture du département de l'Aube

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société SCIAE inscrite au registre du commerce et répertoriée selon son n° SIRET 31126153100017, dont le siège social est situé à Dienville (10500), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à la même adresse, de se conformer aux dispositions des articles 10.1.7 et 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2010 et ce conformément aux dispositions des articles 2 à 4 ci après.

Les délais prévus par le présent arrêté s'entendent à compter de sa notification.

ARTICLE 2 :

Sous **un délai de 3 mois**, l'exploitant devra réaliser une nouvelle étude des flux thermiques pour les bâtiments 23 et 31, conformément à l'article 10.1.7 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2010 susvisé.

Cette étude sera transmise à l'inspection des installations classées dans la semaine suivant sa réception.

ARTICLE 3 :

Sous **un délai de 2 mois**, l'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées, la solution retenue concernant la protection incendie de la plate-forme de pompage des eaux incendie conformément à l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2010 susvisé.

Cette étude sera transmise dans la semaine suivant sa réception.

ARTICLE 4 :

Sous **un délai de 4 mois**, l'exploitant devra réaliser les travaux concernant la protection incendie de la plate-forme, conformément à l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2010 susvisé.

Les justificatifs de la mise en place de cette protection seront adressés à l'inspection des installations classées dans la semaine suivant leur réalisation.

ARTICLE 5 :

Les dispositions du présent arrêté ne présagent pas des mesures complémentaires qui pourront être imposées ultérieurement à l'exploitant.

ARTICLE 6 :

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons en Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons en Champagne.

Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7

Le présent arrêté est notifié à la société SCIAE.

Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la mairie de DIENVILLE pour y être tenue à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait est affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.


Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par la mairie à la Préfecture de l'Aube – Direction Départementale des Territoires – Secrétariat Général - Bureau Juridique.

ARTICLE 8

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et Monsieur le Maire de DIENVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le 9.10.13

Le Préfet,


Christophe BAY

